Chers ami·es et camarades antiracistes et antifascistes,

Que vous soyez membres d'une association, d'un collectif contre l'extrême droite, d'un parti politique, d'un syndicat ou citoyen·nes engagé·es, permettez-moi de vous apporter le salut fraternel et solidaire de l'Association France Palestine Solidarité.

Merci au Collectif Loiret Antifasciste de nous avoir réunis aujourd'hui pour cette journée unitaire contre le racisme, le fascisme et l'impérialisme.

Dans un contexte international où de trop nombreux gouvernements sont dirigés par l'extrême droite, ou lui réservent une place de choix dans leurs coalitions, il est urgent que le refus d'un tel scénario s'exprime clairement et massivement dans notre pays.

Face au danger que représente l'extrême droite pour notre démocratie, notre vivre-ensemble et nos libertés, l'AFPS et ses groupes locaux se devaient d'être présents parmi vous aujourd'hui, dans le cortège Palestine et au village antifasciste.

Notre motivation est d'autant plus forte qu'au niveau international l'extrême-droite française dans ses différentes composantes soutient la politique génocidaire de l'État d'Israël. Netanyahou est devenu une référence pour certains de ses représentants, y compris pour des antisémites notoires du RN, qui placent au premier plan de leur discours la haine de l'autre : le réfugié, le migrant, celui ou celle qui serait forcément arabe, musulman·e, voire terroriste.

Ils ne font aucune différence entre les personnes venues chercher refuge en France et celles issues de l'immigration depuis plusieurs générations. Ce qu'ils osent appeler la « remigration », autrefois cantonnée aux milieux identitaires, s'installe désormais dans le débat politique comme avant elle la « préférence nationale ».

Oui, il faut le redire : l'extrême droite est raciste, xénophobe, sexiste, homophobe et colonialiste. Elle s'oppose au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et se range toujours du côté des puissants contre les plus vulnérables.

Elle s'inscrit dans une histoire dont les noms de Maurras, Barrès, Drumont, les collaborationnistes de Vichy, les Le Pen, Soral ou Zemmour sont les repères. Aujourd'hui, les héritiers de cette tradition affichent ouvertement leurs ambitions de gouverner la France. Rien que ça !

Pouvons-nous imaginer que les mobilisations de la jeunesse et du mouvement social débouchent sur une situation à l'italienne ou comme en Finlande et en République tchèque, que le pays soit dirigé par une coalition entre la droite libérale et l'extrême-droite ?
Cette perspective (devrais-je dire ce cauchemar) peut malheureusement s'inscrire dans une dynamique internationale. Trump, Netanyahou, Musk, Milei ou les Bolsonaro incarnent, chacun à leur manière, des politiques que leurs alliés français, parmi lesquels Bolloré, Stérin et Le Pen, cherchent à promouvoir en France.

Leur vision repose sur le rapport de force, la concentration du pouvoir et la défense des intérêts d'une minorité privilégiée. Depuis le retour de Trump au pouvoir en 2025, démonstration est faite que l'impérialisme étasunien peut tout se permettre. Renverser le gouvernement du Vénézuéla et kidnapper son président, menacer les gouvernements amis comme les États voisins, accentuer encore davantage la pression économique et militaire sur les peuples qui n'acceptent pas la loi du plus fort et dont il décrète qu'ils « *représentent une menace inhabituelle et extraordinaire pour les États-Unis ».*

Nous voulons saluer ici la résistance du peuple cubain dont les conditions de vie sont devenues insupportables à cause du blocus illégal imposé par Wahington depuis plus de 60 ans. Un embargo que Trump ne cesse de renforcer.

Aujourd'hui les peuples du Moyen-Orient, et particulièrement le peuple palestinien, subissent de plein fouet les conséquences de cette politique de domination.

Vous connaissez comme moi, la situation en Palestine et dans l'ensemble de la région depuis que Trump et Netanyahou ont lancé la guerre du pétrole contre l'Iran ! Cette guerre embrase le Moyen-Orient, déstabilise la région depuis juin 2025 et menace l'économie mondiale. Elle est clairement illégale au regard du droit international : elle viole l'interdiction du recours à la force, ne relève pas de la légitime défense d'un État et ne dispose d'aucun mandat de l'ONU.

Parlant du viol systématique du droit international, faut-il rappeler ici que la politique israélienne repose non seulement sur la négation du droit des peuples à l'autodétermination, mais aussi sur une violation permanente des règles du droit international et humanitaire.

Les instances internationales ont pourtant réaffirmé le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. La Cour internationale de Justice (CIJ) a statué que la colonisation et l'occupation en Cisjordanie, à Jérusalem-Est comme au Sud-Liban et dans le Golan syrien sont illégales et qu'Israël doit y mettre fin. Elle a également dénoncé le régime d'apartheid et reconnu l'existence d'un « risque plausible » de génocide à Gaza.

L'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a clairement énoncé les responsabilités et les obligations des États pour contraindre Israël à y mettre fin.

Le droit est clairement dit. Mais il ne suffit pas, à lui seul, à protéger les populations sans la mobilisation des peuples solidaires des victimes du colonialisme et de l'impérialisme.

C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui.

Nous sommes ici pour rappeler les conséquences humaines de cette politique admirée et soutenue par le RN : plus de 75 000 morts à Gaza, au moins 180 000 blessés, des déplacements forcés répétés et 2 millions d'habitant·es privés de conditions de vie dignes, d'accès suffisant à l'eau, à la nourriture et aux soins, coincés sur une surface équivalent à 30% des 360 km^2 de la bande de Gaza.

Nous sommes ici pour dénoncer les violences en Cisjordanie, les attaques contre les habitations, les terres et les récoltes palestiniennes, ainsi que les 1200 victimes palestiniennes tués par les colons et l'armée d'occupation depuis 3 ans, les arrestations et les mauvais traitements subis par les 10 000 prisonnier·es Palestinien·nes.

Nous sommes ici parce que le peuple palestinien, comme le peuple libanais, a droit à la sécurité, à la liberté et à l'autodétermination.

Aucun peuple ne doit être condamné à vivre sous occupation, sous domination ou dans la peur. Aucune population civile ne doit être considérée comme une cible acceptable. Et aucun gouvernement ne doit pouvoir se soustraire indéfiniment à la justice internationale.

Notre solidarité avec la Palestine n'est donc pas étrangère à notre combat antifasciste. Elle en est une composante essentielle.

Car le racisme, le fascisme et le colonialisme se nourrissent les uns les autres. Ils désignent des populations comme des ennemis, banalisent les discriminations et justifient la violence au nom d'une prétendue supériorité ou d'un soi-disant intérêt national.

Ce sont ces mêmes mécanismes que nous devons combattre partout, en France comme à l'international.

Nous refusons que la haine devienne un programme politique ordinaire. Nous refusons que la solidarité soit criminalisée, que les droits fondamentaux soient menacés et que la force l'emporte sur la justice.

Nous devons donc agir ensemble : associations, syndicats, collectifs, partis politiques et citoyen·nes engagé·es. Nous devons défendre nos libertés, lutter contre toutes les formes de racisme et soutenir les peuples qui résistent à l'oppression.

Pour conclure, je voudrais réaffirmer avec vous une conviction profonde : le fascisme est une menace qui ne connaît pas de frontières, de Tel-Aviv à Paris, en passant par Rome, Helsinki, Prague ou... Orléans.

C'est ensemble que nous devons le combattre, dans les urnes comme dans la rue, par la mobilisation, la solidarité et la défense des droits. Car lorsque les mouvements autoritaires accèdent au pouvoir, ils s'en prennent toujours aux libertés, aux contre-pouvoirs et aux droits que nous avons mis des générations à conquérir.

Ne laissons ni le racisme, ni le fascisme, ni le colonialisme diviser nos luttes.
Vive la lutte des peuples pour leurs droits et leur autodétermination !
Restons toutes et tous ensemble, contre le racisme, le fascisme et l'impérialisme !
Vive la solidarité internationale !

Je vous remercie.